



ATI79

8 Rue Alsace Lorraine – 79000 NIORT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2024



Aux membres de l'Association ATI 79

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATI 79 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- L'association perçoit des subventions de ses différents partenaires. Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation de ces subventions et nous avons vérifié leur utilisation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

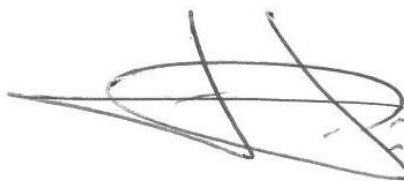
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Niort, le 28 mai 2025

CEGEF RECHARD & ASSOCIES

Mikaël HUGONNET
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

BILAN ACTIF SIMPLIFIE

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	62 203,72	60 621,17	1 582,55	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	234,00
232000 Immobilisations incorporelles en co	0,00	0,00	0,00	234,00
Avances et acomptes	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 472,98	4 434,25	1 038,73	2 323,74
Autres immobilisations corporelles	443 551,65	340 397,17	103 154,48	150 301,58
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes	730,18	0,00	730,18	0,00
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	102 008,25	0,00	102 008,25	101 993,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	4 678,09	0,00	4 678,09	4 670,51
TOTAL I	618 644,87	405 452,59	213 192,28	259 522,83
Actif circulant		0,00	0,00	0,00
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances reçues par legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	128 529,11	0,00	128 529,11	98 000,84
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Instruments de trésorerie	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	1 672 820,04	0,00	1 672 820,04	1 533 824,17
Charges constatées d'avance	4 491,64	0,00	4 491,64	9 755,83
		0,00	0,00	0,00
TOTAL II	1 805 840,79		1 805 840,79	1 641 580,84
Frais d'émission des emprunts (III)	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart de conversion Actif (V)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 424 485,66	405 452,59	2 019 033,07	1 901 103,67

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
 499 Avenue de Paris
 79000 NIORT

BILAN PASSIF SIMPLIFIE

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	112 478,28	112 478,28
Réserves pour projet de l'entité	0,00	0,00
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Autres réserves	726 867,43	712 727,80
Report à nouveau	162 503,41	83 865,18
119000 Report à nouveau (solde débiteur)	-14 706,37	0,00
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	1 210,56
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	184 491,89	89 936,73
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-7 282,11	-7 282,11
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	0,00	0,00
Résultat en attente d'affectation	0,00	0,00
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	199 219,90	92 777,86
Situation nette (sous total)	1 201 069,02	1 001 849,12
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	21 104,14	21 104,14
Provisions réglementées	147 118,39	135 260,77
Droits des propriétaires - (Commodat)	0,00	0,00
TOTAL I	1 369 291,55	1 158 214,03
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	0,00	0,00
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	71 184,23	71 464,62
Provisions pour charges	14 363,67	4 000,00
TOTAL III	85 547,90	75 464,62
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0,00	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières diverses	929,57	94,54
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 395,35	192 830,88
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	517 559,70	474 165,98
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00
Autres dettes	8 309,00	333,62
Instruments de trésorerie	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL IV	564 193,62	667 425,02
Ecart de conversion Passif (V)	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 019 033,07	1 901 103,67

CEGEF RECHARD
et Associés
 Commissaires aux comptes
 499 Avenue de Paris
 79000 NIORT

COMPTE DE RESULTATS SIMPLIFIE

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 215,00	1 220,00
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	0,00	0,00
<i>Dont ventes de dons en nature</i>	0,00	0,00
Ventes de prestation de service	990,13	730,00
<i>Dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 048 309,44	3 817 959,72
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	4 048 309,44	3 817 959,72
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable	0,00	0,00
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	0,00	0,00
<i>Mécénats</i>	0,00	0,00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0,00	0,00
Contributions financières	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 311,06	46 345,82
Utilisations des fonds dédiés	0,00	0,00
Autres produits	38 163,25	62 261,52
TOTAL I	4 115 988,88	3 928 517,06
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	753 904,40	871 485,09
Aides financières	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	255 326,97	249 526,50
Salaires et traitements	2 125 843,30	2 023 147,70
Charges sociales	714 920,21	658 302,73
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	66 939,09	41 981,58
Report en fonds dédiés	0,00	0,00
Autres Charges	0,00	5 038,44
TOTAL II	3 916 933,97	3 849 482,04
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	199 054,91	79 035,02
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	3 118,37	3 017,06
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	8 734,93	7 465,05
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Différences positives de change	4,32	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	11 857,62	10 482,11
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	0,00	0,00
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 857,62	10 482,11
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II-IV)	210 912,53	89 517,13

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 531,18	0,00
Sur opérations en capital	300,00	46 217,64
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	4 831,18	46 217,64
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0,00	31 617,00
Sur opérations en capital	2 444,19	857,80
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	11 857,62	8 531,11
TOTAL VI	14 301,81	41 005,91
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-9 470,63	5 211,73
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 222,00	1 951,00
Total des produits (I+III+V)	4 132 677,68	3 985 216,81
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 933 457,78	3 892 438,95
EXCEDENT OU DEFICIT	199 219,90	92 777,86
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0,00	0,00
Prestations en nature	2 046,49	1 215,26
Bénévolat	0,00	0,00
TOTAL	2 046,49	1 215,26
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature	0,00	0,00
Mise à disposition de biens et services	0,00	0,00
Prestations	0,00	0,00
Personnel bénévole	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
 499 Avenue de Paris
 79000 NIORT

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivantes les prescriptions du :

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui réforme le règlement CRC 99-01
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général

L'annexe comprend ainsi les dispositions communes prévues par le plan comptable général et les dispositions spécifiques aux entités du secteur non-lucratif (article 431-1 du règlement ANC n°2018-06).

La durée de l'exercice social est de 12 mois.

« L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année civile et se termine le 31 décembre de la même année. » (Article 19 des statuts).

Le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'applique à tout organisme à but non lucratif qui est tenu d'établir des comptes annuels (art.111-1), donc il s'applique de plein droit à l'ATI 79.

Le plan comptable général indique que les entités tenues d'établir des comptes annuels doivent présenter une annexe. En effet, les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe ; ils sont établis à la clôture de l'exercice et forment un tout indissociable (art.112-1 du règlement ANC n°2014-03). L'ATI 79 doit donc élaborer une annexe en sus du bilan et du compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat (art.112-4 du règlement ANC n°2014-03).

Les comptes annuels, une fois arrêtés par le conseil d'administration et approuvés par l'assemblée générale, permettent une publication externe d'informations à caractère comptable.

Les comptes annuels, et en particulier l'annexe, doivent être préparés dans un souci de transparence vis-à-vis des parties prenantes, notamment les financeurs, afin de garantir la confiance dans la gestion de l'ATI 79.

**CEGEF RECHARD
et Associés**
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Comme en 2023 mais pour des raisons différentes, l'année 2024 a de nouveau mobilisé toutes les ressources internes de l'ATI 79 pour mener à bien ses missions.

A l'instar de tous les intervenants de l'action sociale et médico-sociale, l'ATI 79 a terminé l'année 2024 dans le climat d'incertitudes lié notamment à l'absence temporaire de publication de Projet de Loi de finance 2025 et de loi de financement de la Sécurité sociale d'une part mais également aux incertitudes liées au contexte géopolitique insécurisant.

Au-delà de ces sources d'inquiétudes qui perdurent en début d'année 2025, l'ATI 79 se félicite de l'obtention du Ségur pour les dernières catégories de professionnels jusque-là exclues de cette reconnaissance.

Le calendrier institutionnel comprenait l'évaluation HAS conditionnant le renouvellement de notre autorisation. Cette échéance a été réalisée conjointement par les salariés et la gouvernance et elle a été transmise aux autorités de tarification en fin d'année.

Le projet d'acquisition immobilière rejeté début d'année 2024 reste un des objectifs des exercices futurs.

Activité

L'entrée en vigueur de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice¹, n'a pour l'instant pas impacté les missions ordonnées par les Tribunaux des Deux-Sèvres. En effet, la liste des vérificateurs reste en attente de validation auprès du Parquet de Niort.

La dotation globale de financement 2024 a été fixée par l'arrêté préfectoral régional du 14 Novembre 2024 pour un montant de **3 389 963.39€**.

Le nombre de mesures confiées continue d'augmenter ; il s'élevait à 1 873 mesures au 31/12/2024.

RH

Outre l'obtention du Ségur dans sa version 4, l'année a été marquée par l'octroi d'un poste de chef de service, d'un poste de mandataire et d'un demi-poste d'assistante supplémentaires en mesures nouvelles pérennes.

Une prime de partage de la valeur de 100 à 700 euros brute, a été attribuée à l'ensemble des salariés dont le contrat de travail était en vigueur au 31 décembre 2024, en décembre 2024.

Conseil d'administration

Depuis juin 2024, le bureau est constitué de 5 membres.

La gouvernance a participé à l'Evaluation Externe et a recruté un 4^{ème} poste de Chef de Service MJPM. Elle a également défini un plan d'action pour renforcer la gouvernance qui se poursuivra en 2025.

Le total du bilan consolidé de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 019 033.07€**.

Le résultat net comptable consolidé dégage un excédent de **199 219.90€**.

**CEGEF RECHARD
et Associés**
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

¹ La [loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice](#) a modifié l'[article 512 du code civil](#) relatif à la vérification des comptes de gestion des majeurs protégés en supprimant le contrôle de ces comptes par les directeurs des services de greffe judiciaires pour le remplacer,

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et en application de l'arrêté du 15/12/2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les éléments de l'actif ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les modalités d'amortissements de l'actif immobilisé sont conformes à l'instruction comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Les biens sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

Il n'existe aucun bien nécessitant l'application de la méthode par composant sur les actifs.

Depuis 2017, suite à la création d'un dossier comptable spécifique à la Vie associative.

La présentation des comptes fait l'objet d'une consolidation entre :

- le dossier comptable ATI MJPM
- le dossier comptable Vie associative.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Logiciel : 2 à 3 ans
- Aménagements, agencements et installations : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau : 2 à 10 ans
- Mobilier : 10 ans

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-après.

3.1.1. Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	60 423,72	1 780,00		62 203,72
Immobilisations corporelles	444 054,58	8 390,05	3 420,00	449 024,63
Immobilisations financières	106 663,51	22,83	0,00	106 686,34
TOTAL	611 141,81	10 192,88	3 420,00	617 914,69

3.1.2. Amortissements d'actif

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	60 423,72	197,45	0,00	60 621,17
Immobilisations corporelles	291 429,26	54 377,97	975,81	344 831,42
TOTAL	351 852,98	54 575,42	975,81	405 452,59

3.1.3. Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissement	Valeur Nette	Durée
Concessions, brevets, licences	62 203,72	60 621,17	1 582,55	2 ans
Matériels	5 472,98	4 434,25	1 038,73	5 ans
Installations générales, agencement	124 134,46	84 424,38	39 710,08	10 à 20 ans
Matériel de bureau et matériel info.	244 417,56	193 068,48	51 349,08	3 à 10 ans
Mobilier	74 999,63	62 904,31	12 095,32	10 ans
TOTAL	511 228,35	405 452,59	105 775,76	

3.2. Etat des créances

Les créances sont ventilées en catégories : échéance à moins d'un an et échéance à plus d'un an.

Etat des créances	Montant brut au 31/12/2024	Échéances	
		à 1 an au +	à + d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Aures immobilisations financières	106 686,34	106 686,34	0,00
Créances de l'actif circulant:			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	128 529,11	128 529,11	0,00
Personnel et comptes rattaches			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	4 491,64	4 491,64	0,00
TOTAL	4 491,64	4 491,64	0,00

**CEGEF RECHARD
et Associés**
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1. Eléments en instance d'affectation

A la clôture du 31 décembre 2024, on note :

Que l'arrêté du 14 Novembre 2024, a défini notre dotation comme suit :

- La dotation globale de financement, est de 3 389 963.39 euros ;
- Elle n'inclut pas de crédits non reconductibles ;
- Elle est composée de 166 791 euros de mesures nouvelles pérennes ;
- Elle est calculée en tenant compte de la reprise de l'excédent du résultat 2022 affecté au financement des mesures d'exploitation à hauteur de 52 334.36 euros ;

Le montant de la variation de la provision pour congés payés, non opposable au financeur, s'élève à -6 320.82€.

4.2. Fonds associatifs

4.2.1. Subvention d'investissement

Il n'y a eu aucune subvention d'investissement pour l'année 2024.

4.2.2. Provisions réglementées

Provisions réglementées	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provisions réglementées :				
Réserves des plus-values nettes d'actif circulant	135 260,77	11 857,62	0,00	147 118,39
TOTAL	135 260,77	11 857,62	0,00	147 118,39

Une dotation de 11 857.62 € a été inscrite en provision réglementée des réserves des plus-values nettes d'actif circulant (compte 14862) comme le prévoient les articles R. 314-81 et R. 314-95 du CASF. Elle est destinée à conserver le bénéfice des produits financiers.

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

4.2.3. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges et Fonds dédiés	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provision pour financ. de formation diverses	44 401,13			44 401,13
Autres provisions pour risques	31 063,49	12 363,67	2 280,39	41 146,77
Provision pour IFC	0,00			0,00
Fonds dédiés	0,00			0,00
TOTAL	75 464,62	12 363,67	2 280,39	85 547,90

Nous avons procédé à une reprise de provision de :

- 2 000 euros provisionnés pour l'affaire aux prud'hommes pour laquelle la salariée a été définitivement déboutée de toutes ses demandes ;
- 280.39 euros pour couvrir la dépense d'amortissement de la cloison de l'accueil de Parthenay terminée en 12/2023.

AU 31/12/2024, le fond collectif d'IFC souscrit auprès d'Ariel CNP Assurances pour l'intégralité de la masse salariale, s'élève à 238 837.28 euros.

4.3. Etat des dettes

Les dettes sont ventilées en 3 catégories : échéances à moins d'un an, échéance d'un à cinq ans et échéances à plus de 5 ans.

Etat des Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	929,57	929,57	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 395,35	37 395,35	0,00	0,00
Personnel et comptes rattachés	234 331,70	234 331,70	0,00	0,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	207 641,03	207 641,03	0,00	0,00
Etat et autres collectivités publiques	75 586,97	75 586,97	0,00	0,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	8 309,00	8 309,00	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	564 193,62	564 193,62	0,00	0,00

Le total des dettes s'élève à 564 193.62 € au 31/12/2024. On note un apurement normal des dettes en 2025.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. Charges

CHARGES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION 2023/2024	
			Montant	Pourcentage
Charges d'exploitation	3 916 933,97	3 849 482,04	67 451,93	1,75%
Charges financières			0,00	
Charges exceptionnelles	14 301,81	41 005,91	-26 704,10	-65,12%
Impôts sur les bénéfices	2 222,00	1 951,00	271,00	13,89%
TOTAL	3 933 457,78	3 892 438,95	41 018,83	1,05%

Toutes les dépenses « ordinaires » ont augmenté entre 2023 et 2024 et les variations les plus significatives s'expliquent par :

Charges d'exploitation :

Les dépenses de personnel ont diminué de **165 113,55** euros et cela s'explique par des vacances de postes plus longues et des recrutements tardifs, avec des coefficients moindres par rapport à l'exercice 2023.

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 542 euros.

En référence à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, l'information du montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, n'est pas produite, car elle conduirait à produire celle d'une rémunération individuelle.

Charges exceptionnelles :

Les dépenses exceptionnelles s'imposent par le caractère imprévisible et elles sont à la baisse en 2024.

Impôt société :

L'année 2024 n'a pas nécessité de rachat d'épargne et le montant des intérêts a mécaniquement augmenté ; ce qui a pour effet d'augmenter la base de calcul de l'impôt société calculé sur ces intérêts.

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

5.2. Produits

PRODUITS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION 2023/2024	
			Montant	Pourcentage
Produits d'exploitation	4 115 988,88	3 928 517,06	187 471,82	4,77%
Produits financiers	11 857,62	10 482,11	1 375,51	13,12%
Produits exceptionnels	4 831,18	46 217,64	-41 386,46	-89,55%
TOTAL	4 132 677,68	3 985 216,81	147 460,87	3,70%

L'augmentation des produits s'explique :

Produits d'exploitation :

La DGF 2024 a été augmentée de mesures nouvelles pérennes à hauteur de :

- **7 000** euros pour contenir la hausse des prix (électricité, gaz, maintenances etc...)
- **135 000** euros pour financer les 2.5 créations de postes
- **24 791.03** euros pour financer les coûts structurels dont 18 000 euros de rebasage de loyer immobilier.

Concernant les frais de mesures, les règlements s'élèvent à 658 346.05 euros pour l'exercice 2024 contre 640 920.11 euros en 2023 soit une augmentation de **17 411.05** euros.

Les dons perçus s'élèvent à **2 046** euros et correspondent à l'abandon de remboursement d'indemnités kilométriques et de frais de déplacements de plusieurs membres du bureau du Conseil d'administration.

Produits financiers :

Ils sont en légère augmentation par rapport à 2023.

Produits exceptionnels :

94% du montant correspondent à la correction de la DGF départementale octroyée pour les exercices antérieurs à 2024 mais perçue en 2024.

6. DETAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

6.1. Charges constatées d'avance

Ce compte présente un solde de 4 491.64 € à la clôture contre 9 755.83 au 31/12/2023.

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

6.2. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Autres Créances	
Produits à recevoir	113 140,25
Produits à recevoir - Personnel et comptes rattachés	2 508,06
Produits à recevoir - Sécurité sociale et autres organismes	0,00
Produits à recevoir - Etat et autres collectivités publiques	12 880,80
TOTAL	128 529,11

Les produits à recevoir correspondent à :

- 902.95 € correspondent à des charges d'exploitation indûment payées
- la participation des majeurs au financement de leur mesure de protection pour un montant de 98 017.43 €;
- 3 87.11 € de remboursements de formations par l'OPCO ;
- 2 439.22 € de refacturations conventionnelles ;
- 65 euros d'intérêts créditeurs sur compte bancaire courant
- 319.54 euros de paiements à faire pour le compte de majeurs protégés.
- 2 508.06 euros correspondent à une saisie sur salaire d'un salarié

Les produits à recevoir de l'Etat et autres collectivités publiques correspondent :

- Au reliquat de DGF à la charge du département pour 3 032.80 euros
- A l'abattement de Taxe sur les salaires pour 9 848 euros

6.3. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes auprès d'établissements financiers	929,57
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	
Fourn. Biens et services	909,43
Fourn. Factures non parvenues	36 485,92
Fourn. d'immo Factures non parvenues	0,00
Dettes fiscales et sociales	
Personnel - Charges à payer	234 331,70
Organismes sociaux - Charges à payer	207 641,03
Etat - Charges à payer	75 586,97
Autres Charges à payer	8 309,00
TOTAL	564 193,62

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

Les charges à payer se soldent au cours du 1^{er} trimestre 2025.

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1. Contributions volontaires en nature

Evaluer le montant des contributions en nature contribue à donner une image fidèle des ressources nécessaires au fonctionnement de l'ATI 79 ou dit autrement, cela permet d'approcher plus justement le coût économique de l'activité de l'ATI 79.

« L'association est administrée par un Conseil d'Administration élu au scrutin secret parmi ses membres. » (Article 9 des statuts).

Les membres du Conseil d'Administration sont tous sans exception des administrateurs bénévoles.

« Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois par trimestre, sur convocation du Président, ou sur demande des deux tiers de ses membres. » (Article 10 des statuts).

Ainsi tout au long de l'exercice 2024, les membres du Conseil d'Administration ont participé à des Conseils de Vie Sociale d'établissements médico-sociaux, des regroupements de travail institutionnel, tout en exerçant leurs missions de gouvernance dans le cadre d'Assemblée Générale et/ou de Conseils.

Afin de valoriser quantitativement cette contribution en travail, nous avons retenu la valeur du SMIC horaire brut en vigueur à la date de la séance.

La contribution en travail, brute et non chargée pour 2024 s'élève donc à 2 046.49 euros.

Dates	Nombre d'heures	Valeur de l'heure de travail	Valeur de la contribution travail
janv.-24	20,25	11,65	235,91
févr.-24	5,5	11,65	64,08
mars-24	10,5	11,65	122,33
avr.-24	22,5	11,65	262,13
mai-24	20,5	11,65	238,83
juin-24	37,5	11,65	436,88
juil.-24	2,5	11,65	29,13
août-24	0	11,65	0,00
sept.-24	19,5	11,65	227,18
oct.-24	15,5	11,65	180,58
nov.-24	10,5	11,88	124,74
déc.-24	10,5	11,88	124,74
		TOTAL	2 046,49

CEGEF RECHARD
et Associés
Commissaires aux comptes
499 Avenue de Paris
79000 NIORT

7.2. Indemnités de fin de carrière

L'association a confié ses obligations de financement des retraites du personnel à une assurance.

En date du 31/12/2024 la dette actuarielle s'élevait à 255 954 euros et le montant de l'IFC était valorisé à hauteur de 238 509 euros.

7.3. Convention

L'association ATI 79 relève de la Convention Collective des Etablissements et Services pour Personnes Inadaptées et Handicapées du 15 mars 1966.